

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

Mai 68 a-t-il eu lieu ?

- Gazette - Débats -

Date de mise en ligne : lundi 21 janvier 2008

Revue du Mauss permanente

Après quarante ans écoulés, parler de mai 68 risque de ressembler à l'exhibition périodique des survivants de la Grande Guerre, qu'on décore à l'occasion du 11 novembre, parce qu'ils sont toujours là, derniers témoins des glorieuses tueries qui ont inauguré notre époque. Le risque est limité : loin de nous rappeler un souvenir glorieux, mai 68 fait figure d'épouvantail, on ne l'évoque plus que pour y voir la cause, ou en tout cas l'origine du déclin de la France, des incivilités qui pourrissent les rapports sociaux, voire de l'incivisme de tel patron-voyou qui abandonne son entreprise avec un parachute doré. Depuis 2002, la rupture avec mai 68 a pu fournir, avec succès, son thème de campagne au parti qui accapare aujourd'hui le pouvoir, comme si, jusqu'alors, la France avait été aux mains des soixante-huitards. En mai 2002, alors qu'il s'installait à la Place Beauvau, Nicolas Sarkozy parlait déjà de « tourner le dos à toutes ces années où les valeurs ont perdu leur sens, où il n'y avait que des droits et jamais de devoir, où personne ne respectait plus personne, où il était interdit d'interdire » [\[1\]](#).

Puis, en 2007, le même épouvantail permet à Sarkozy d'incarner la "rupture", et de faire l'impasse sur les années où il était super-ministre, président du parti gouvernemental, et même, pour finir, "premier ministre-bis" ... Mais justement parce que c'est un épouvantail, il n'est exhibé que quand l'occasion l'exige, et peut céder la place à d'autres mises en scène, comme l'évocation des accords de Grenelle, transformés en exemple pour un "Grenelle de l'environnement" : mai 68, à l'occasion, fait l'objet d'une image consensuelle, "celle d'un drame familial ou générationnel, totalement dénué de violence, d'aspérités ou de dimension politique déclarée, une transformation bénigne des mœurs et des styles de vie inhérente à la modernisation de la France et à son passage d'un ordre bourgeois autoritaire à une nouvelle bourgeoisie moderne et économiquement libérale." [\[2\]](#)

Une génération ?

Légende rose ou conte bleu, cette image de mai est tout aussi trompeuse que la légende noire qu'elle semble contredire, car elle vide l'événement de tout contenu politique, en le ramenant aux années d'apprentissage d'une génération, qui a dû jeter sa gourme pour accéder enfin aux postes de commande où elle allait mûrir, et prendre la mesure du chemin parcouru. C'est ainsi que l'un de ses leaders présumés (Bernard Kouchner) pourra, vingt ans après, se poser en critique d'une génération dont il s'est fait le porte-parole attitré :

"Nous étions nombrilistes, oublieux du monde extérieur, nous ne voyions pas ce qui se passait dans le reste du monde, nous étions repliés sur nous-mêmes. Nous ne savions pas ce que nous découvririons les années suivantes : le tiers-monde et la misère." [\[3\]](#)

Curieuse autocritique, observe Kristin Ross, où "Kouchner s'arroge le droit de balayer une dimension entière du mouvement, à savoir sa relation avec les luttes anti-coloniales et anti-impérialistes en cours, comme le Vietnam, l'Algérie, la Palestine et Cuba" - et s'autorise ainsi à (re)découvrir un tiers-monde dont il n'est plus question de soutenir les luttes, mais de s'y ingérer pour donner aux victimes l'assistance compassionnelle que l'on accorde à ceux qui ne peuvent plus rien pour se sauver eux-mêmes : "le tiers-monde est toujours damné, mais sa subjectivité a disparu, pour ne laisser place qu'à la misère née des famines, des inondations ou des régimes autoritaires." [\[4\]](#)

Kouchner, en même temps, donne un semblant de vie au sujet collectif qu'exprime le mot "nous" - cette génération dont l'existence physique est certes attestée par les registres de l'état-civil, mais qui ne s'est jamais affirmée comme telle : parmi les enfants nés entre 1940 et 1950, figurent aussi bien les noms d'Alain Juppé et de Laurent Fabius, qui ne se sont jamais reconnus dans ce "nous". Pour ceux qui, en 68, s'étaient donné pour règle de ne laisser personne discourir à leur place, le discours générationnel apparaît d'autant mieux comme la plus perfide des "stratégies de confiscation" que s'applique à démonter l'analyse de Kristin Ross.

Tout naturellement, la visée générationnelle se focalise sur la révolte étudiante, où elle n'aperçoit que des

aspirations juvéniles, oubliant qu'elle répond à l'occupation policière de la Sorbonne, et à l'inculpation d'étudiants poursuivis pour leur action contre la guerre du Vietnam. Et bien sûr elle ne tient pas compte, puisqu'ils appartiennent à d'autres générations, de ces neuf millions de grévistes, détail insignifiant, qui allaient entrer en lutte, dès le 14 mai, et déclencher la plus ample, la plus massive et la plus radicale des grèves qui ont secoué la société française. D'autant plus radicale qu'elle remet en question la fonctionnalité des hiérarchies sociales, où les étudiants étudient, les dirigeants dirigent, les travailleurs travaillent, chacun reste à sa place, et les vaches sont bien gardées : en mai 68 "les étudiants cessèrent de fonctionner comme des étudiants, les travailleurs comme des travailleurs et les paysans comme des paysans. Le mouvement prit politiquement la forme de tentatives de déclassification et de bouleversement dans la détermination sociale des statuts." [5]

Quoi de plus naturel, dans un régime qui se dit républicain ? Dans la *res publica*, les affaires publiques sont les affaires du public, tous les citoyens ont le droit de s'en mêler. Pour qu'elles soient devenues une chasse gardée, celle des "hommes d'Etat", il faut que le régime ait changé de nature, et que la politique soit devenue ce qu'en disait Paul Valéry : "l'art d'empêcher les gens de se mêler des affaires qui les regardent". Conviction partagée par les soixante-huitards : la politique n'est pas une spécialité professionnelle, enseignée à l'ENA, ou à "Sciences politiques", c'est l'exercice de la citoyenneté. Qu'il faille, évidemment, être bien informé pour pouvoir "décider en connaissance de cause" ne permet pas d'exclure la "masse incompetente" mais requiert qu'elle soit informée de façon transparente et complète, dans un débat démocratique, où toutes les options lui aient été présentées [6].

De la Fac aux usines

Cette exigence démocratique, propre à mai 68, s'est-elle bien transmise aux "générations" qui ont suivi ? Cela paraît douteux si on s'en tient aux comparaisons qu'a suscité le cas de décembre 1986, où "la France, quelque peu étonnée, assiste à la plus grande manifestation étudiante et lycéenne de son histoire" [7] : pour ceux qui s'en souviennent, cette mobilisation juvénile, où les étudiants agissaient comme étudiants, n'est guère comparable à celle de 68, et tend à récuser l'existence d'une filiation. Interrogée par le *Nouvel Observateur*, "Isabelle Thomas, leader médiatique des premières semaines du mouvement", explique pourquoi les étudiants refusent un projet de sélection à l'entrée des universités, et conclut "nous nous battons contre et nous nous battons pour gagner", mais, croit-elle devoir préciser : "Pas comme en 68". Etonnement du journaliste : "Et en 68, ils se battaient pour quoi ?" - à quoi elle répond : "Ils n'en savaient rien eux-mêmes. Et ils ont perdu. Nous, on veut gagner. Remarquez, il y a du bon dans 68. Ils nous ont montré ce qu'il ne fallait pas faire. Il suffit de faire le contraire de 68 et on ne se trompera pas !" [8]

Pragmatiques porteurs de revendications, réconciliés avec un ordre fonctionnel, les étudiants de 86 n'imaginent même plus que leurs aînés se soient proposé d'autres cibles, d'autres raisons d'agir et d'autres signes du succès, ou de l'échec. En mai 68, il ne s'agissait pas d'obtenir le retrait d'un texte gouvernemental, mais d'ouvrir une brèche dans les retranchements du pouvoir établi - lequel s'est bien trouvé dans une situation périlleuse. Tel est le jugement de Pompidou lui-même, justifiant sa conduite dans une lettre de juillet 68, où il répond aux critiques de Raymond Aron :

"Quand je suis rentré d Afghanistan (le 11 mai, au lendemain de la nuit des barricades), j ai trouvé une situation qui m est apparue désespérée - l opinion parisienne était entièrement derrière les étudiants.

La manifestation du 13 mai était annoncée. J ai pensé alors (et aujourd hui j en suis sûr) que, faute de rendre la Sorbonne, cette manifestation entraînerait peut-être la chute du gouvernement (et du régime) mais qu à tout le moins elle s emparerait de la Sorbonne.

(...) A partir de là, avec une Sorbonne réoccupée par les étudiants en dépit des décisions gouvernementales, la situation était sans issue et nous condamnait à une capitulation ou à une guerre que l opinion n aurait pas acceptée.

Car, et vous le savez bien, tout dans une affaire de cet ordre se joue sur l opinion ; leur rendant la Sorbonne, j enlevais à la manifestation son objectif stratégique, elle cessait de pouvoir devenir une émeute pour rester une démonstration . Mais surtout, ayant fait ce que l opinion attendait, je renversais les responsabilités. Désormais, c étaient les étudiants qui se mettaient dans leur tort, qui devenaient des provocateurs, au lieu que ce fussent des innocents se défendant contre les provocations gouvernementales et policières. Je n avais plus qu à gagner du temps, à circonscrire le mal, puis à prendre l offensive sans douleur quand l opinion en aurait assez." [\[9\]](#)

Ce qui, en mai 68, menace le régime, ce n'est pas la révolte étudiante, c'est le soutien qu'elle a reçu de "l'opinion", c'est-à-dire, bien sûr, l'opinion populaire. Et la manifestation du 13 mai, qui inspire à Pompidou des craintes justifiées, n'est pas une manifestation étudiante, c'est la première manifestation de masse où s'exprime la solidarité populaire, et qui sera suivie par les grèves qui éclatent dans tout le pays, et se généralisent aussitôt, sans qu'aucun syndicat ait appelé à une grève générale : l'objectif du pouvoir est alors d'empêcher la conjonction des luttes, qui s'esquisse dès le 14 mai, avec l'occupation de Sud-Aviation, que viennent soutenir les étudiants de Nantes.

C'est alors que commencent, pour les étudiants qui ont repris la Sorbonne, les difficultés véritables : "Le mouvement étudiant a connu le succès, la réalité et la joie sur un terrain qui était naturellement le sien : les facultés et les quartiers universitaires, note alors Castoriadis, pour qui le mouvement doit se risquer à faire un saut périlleux, moins périlleux pourtant que la tentation du sur-place : Dire qu'il doit passer à la vraie politique face à la société globale, c'est apparemment lui dérober ce terrain sous ses pieds, sans lui en offrir d'emblée un autre comparable." - mais : "si cela n'était pas fait, ce serait l'isolement et finalement la défaite du mouvement étudiant. Ce serait le triomphe de la ligne commune à Pompidou et à Séguy : que chacun reste à sa place, que les étudiants s'occupent de leurs affaires et les travailleurs des leurs, ce qui permettrait au gouvernement et aux directions politiques de s'occuper des affaires de la société." [10]

La défaite, en effet, c'est d'abord l'isolement, programmé, on l'a vu, par Georges Pompidou, qui jouait bien son rôle, - mais aussi par les dirigeants syndicaux, qui jouaient bien le leur : dans la logique des appareils, une grève qui échoue est toujours préférable au succès d'une grève qui échappe à leur contrôle. Aussi n'ont-ils rien fait pour lancer le mouvement, et tous leurs efforts ont tendu à le faire cesser au plus vite : "Ce n'est que l'après-midi du 17, après des débrayages spontanés chez Renault-Billancourt, que les directions syndicales sautent dans le train en marche, et parviennent à prendre le contrôle du mouvement pour conclure finalement avec le gouvernement les accords de Grenelle." [11]

Ces accords, on le sait, sont d'abord rejetés par les assemblées de grévistes, mais dès que Pompidou arrache au général de Gaulle, qui avait d'abord voulu faire un référendum, le recours à des élections anticipées, qu'aucun parti de gauche n'osera boycotter, les directions syndicales vont faire le forcing pour casser la grève, et conclure au plus vite des accords par branche. Replacé dans ce contexte, le célèbre slogan "élections, piège à cons" n'exprime aucunement le refus doctrinaire de prendre part à quelque élection que ce soit, c'est la dénonciation des stratégies bureaucratiques qui ont d'ailleurs conduit à l'échec de la gauche - échec qu'il serait vain d'attribuer au réveil du "parti de la peur", et donc, en fin de compte, aux violences du Quartier Latin, aux voitures brûlées et aux rues dévastées. Rappelons le témoignage de Pompidou : au lendemain des barricades, l'opinion parisienne restait favorable aux étudiants, elle mettait la violence sur le compte d'une police encore identifiée aux brutalités de Charonne, et aux rudes méthodes du préfet Papon. Les voix qui ont manqué aux candidats de gauche ne sont pas celles qui, en tout état de cause, auraient été acquises à leurs adversaires, ce sont celles d'un électorat populaire, déconcerté par les virages stratégiques de la gauche et des syndicats, ardents protagonistes du retour à l'ordre.

L'existence posthume : mai 68 a-t-il eu lieu ?

Notre propos n'est pas de réhabiliter mai 68, ni même les idées qui étaient alors en faveur. Ces idées ne sont pas tombées du ciel, comme on disait alors, en croyant citer une pensée de Mao, qui citait lui-même Labriola... Elles ne sont pas non plus nées sur les barricades, elles se rattachaient au corpus idéologique dont Sartre avait donné l'expression la plus naïve, quand il présentait le marxisme comme la philosophie indépassable de notre temps. Ce cocktail éclectique faisait place aux diverses variétés du marxisme, fussent-elles mâtinées de structuralisme, d'existentialisme, ou d'évolutionnisme teilhardien (avec la bénédiction de Roger Garaudy), du moment qu'elles s'accordaient dans la même croyance au progrès, la même opposition à une bourgeoisie qu'elles identifiaient au vieux monde. Elles méconnaissaient le rôle éminemment révolutionnaire que Marx avait pourtant reconnu à la bourgeoisie, et que les révolutions du vingtième siècle ont pu faire oublier aux marxistes, parce qu'elles ont eu lieu en Russie ou en Chine, dans des pays où la bourgeoisie était encore trop faible pour accomplir une révolution.

bourgeoise - révolution qui, en fait, devait être accomplie par les bolcheviks russes et les communistes chinois. Ceux-ci, assurément, détruisaient le vieux monde, sur les ruines duquel ils bâtissaient une société moderne, à laquelle ils donnaient le nom de socialisme - et qui prétendait accomplir, à la place de la bourgeoisie, les tâches que celle-ci n'avait pas su mener à terme : développer les forces productives, moderniser l'appareil productif, rattraper et dépasser la croissance des pays les plus avancés. Mais si une idée neuve s'est fait jour en mai 68, c'est l'idée que le socialisme n'est pas une terrasse de loisirs sur la prison industrielle, ni des transistors pour les prisonniers, mais la destruction de la prison industrielle elle-même [Castoriadis, L'expérience du mouvement ouvrier, 2, p. 355] - idée qui, auparavant, ne s'exprimait que dans des cercles fort réduits, et qui, dorénavant, allait être clamée sur la place publique, même si les sociologues n'y ont pas prêté attention.

Kristin Ross nous rapporte un mot du sociologue Wolf Lepenies, pour qui "il ne s'est rien passé en France en 68. Les institutions n'ont pas changé, la condition des travailleurs n'a pas changé, rien ne s'est passé" : pour juger, après coup, qu'il s'est bien passé quelque chose, faut-il que, par la suite, les structures aient changé ? Et comment savons-nous que ce qui a pu suivre est bien la conséquence de ce qui s'est passé : ce qui s'est ensuivi, et qui devait s'ensuivre ? D'après le même sociologue, "68, en réalité, c'était Prague, et c'est Prague qui a fait chuter le mur de Berlin." [12]

Curieux raisonnement, qui rend indécidable toute appréciation du sens d'un événement : même si on admettait que le printemps de Prague, invoqué par Lepenies, ait été la cause première du bouleversement des régimes de l'Est, sa signification ne serait apparue qu'en novembre 1989, après plus de vingt ans, où il semblait plutôt avoir déterminé une intervention militaire, un durcissement de l'empire soviétique, et un retour durable de la guerre froide...

Avec cette logique, on peut tout aussi bien :

- faire de mai 68 le point de départ des transformations qui ont marqué la société française au cours des années 70 : la modernisation, ou plus précisément l'américanisation technique, économique et culturelle que dénoncent ou saluent, selon leurs préférences, les guerrilleros recyclés auprès de Mitterrand, les nouveaux philosophes, et les théoriciens de l'individualisme libéral-libertaire (Debray, Glucksmann, July, Lévy, Lipovetsky, et tant d'autres).
- et prétendre, au contraire, qu'il ne s'est rien passé, puisque ces changements sont à peu près les mêmes que ceux qui ont affecté l'ensemble des pays d'Europe occidentale, qui n'ont pas eu besoin de mai 68 pour s'installer dans cet univers hédoniste, où le taux de croissance, et la consommation, devaient résoudre tous les problèmes sociaux.

Evitons d'employer le mot négationnisme, qui s'applique, aujourd'hui, à des falsifications plus nocives. Il s'agit bien, pourtant, de falsifications : l'événement n'est pas reconstitué à partir des faits et gestes attestés de ceux qui en ont été les acteurs, il est situé dans une vue rétrospective qui lui confère un sens, en rapport avec les soucis du temps présent. De la même façon qu'en 1914, la commémoration du septième centenaire de Bouvines situait cette bataille dans la continuité supposée d'un affrontement millénaire entre la France et l'Allemagne, de même, en 2008, mai 68 confirme les sentiments de ceux qui ont besoin de croire que, depuis quarante ans, la France s'épanouit dans un style de vie libéral-libertaire, ou qu'elle se défait dans l'individualisme, le nihilisme chic, et l'indifférence aux valeurs. L'allusion que je viens de faire au livre de Georges Duby, *Le dimanche de Bouvines*, me permet de conclure sur une suggestion : celle d'écrire l'histoire de Mai comme Duby écrit l'histoire de Bouvines, en essayant de ressaisir ce que l'événement a bien pu signifier pour ceux qui l'ont vécu.

Sur ce même thème, lire aussi l'ouvrage en ligne de Christian Laval : [L'instance 68](#)

[1] Déclaration citée par Thomas Ferenczi dans un article du *Monde*, n du 19-05-02, Faut-il rompre avec l'esprit de 1968 ?

[2] Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles 2005, p. 12. Kristin Ross est aussi l'auteur de *Rouler plus vite, laver plus blanc. Modernisation de la France et décolonisation au tournant des années 60* (Flammarion 2006), que Jean-Claude Michéa nous présente comme l'une des meilleures études consacrées aux transformations culturelles qui ont préparé, en France, le triomphe de la révolution libérale ([L'empire du moindre mal](#), p. 118)

[3] Bernard Kouchner, cité dans Ross, p. 164.

[4] Ross, p. 164. Quand le même Kouchner, p. 170, s'en prend aux illusions de "notre génération tiers-mondiste", c'est pour lui reprocher d'avoir fait du tiers-monde un sujet politique, au lieu d'en faire l'objet d'une intervention charitable.

[5] Ross, pp. 32-33, développant une observation de Maurice Blanchot : "dans cette action dite étudiante, jamais les étudiants n'ont agi comme étudiants mais comme révélateurs d'une crise d'ensemble, comme porteurs d'un pouvoir de rupture mettant en cause le régime, l'Etat, la société".

[6] Déjà soixante-huitard, en 1957, Castoriadis observe que "dans ces quatre mots : en connaissance de cause, se trouve tout le problème de la démocratie. Il n'y a aucun sens à appeler les gens à se prononcer sur des questions, s'ils ne peuvent le faire en connaissance de cause. Ce point a été souligné depuis longtemps par les critiques réactionnaires ou fascistes de la démocratie bourgeoise, et on le retrouve parfois dans l'argumentation privée des staliniens les plus cyniques. Il est évident que la démocratie bourgeoise est une comédie, ne serait-ce que pour cette raison, que personne dans la société capitaliste ne peut se prononcer en connaissance de cause, et moins que tout autre les masses, à qui l'on cache systématiquement les réalités économiques et politiques et le sens des questions posées. La conclusion qui en découle n'est pas de confier le pouvoir à une couche de bureaucrates incompetents et incontrôlables, mais de transformer la réalité sociale, de façon que les données essentielles et les problèmes fondamentaux soient saisissables par les individus, et que ceux-ci puissent en décider en connaissance de cause » (Le contenu du socialisme, article de *Socialisme ou Barbarie*, repris dans la collection 10-18, 1979, pp. 117-118.

[7] Luc Ferry et Alain Renaut, *68-86, Itinéraires de l'individu*, Paris 1987, p. 9.

[8] Ferry-Renaut, *op. cit.*, pp. 15-16.

[9] Cité par Eric Roussel dans sa biographie de Georges Pompidou, pp. 249-250 dans l'édition de poche, Marabout-Université, 1985

[10] Edgar Morin, Claude Lefort et Jean-Marc Coudray (Cornelius Castoriadis), *Mai 68*, la Brèche, Paris 1968, p. 99-100.

[11] *Ibid.*, p. 112.

[12] Ross, p. 27.